



FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXEMPTION POUR MOTIF RELIGIEUX

La personne demandant une exemption pour motif religieux doit soumettre une copie dûment remplie du présent formulaire dans son intégralité. Toutes les pages doivent être revues et remplies par la personne à exempter et/ou le demandeur, ainsi que par le commissaire à l'assermentation concerné. L'employeur qui évalue cette demande doit le faire conformément à son obligation légale d'accommodement en vertu de la législation applicable.

PARTIE I DE L'EXEMPTION POUR MOTIF RELIGIEUX

Personne à exempter	<p><i>Veillez fournir les renseignements suivants concernant la personne au nom duquel une exemption pour motif religieux est demandée :</i></p> <p>Prénom : _____ Nom de famille : _____</p> <p>Adresse domiciliaire : _____</p>
----------------------------	---

Déclaration sous serment - Croyance religieuse	<p><i>Veillez fournir les renseignements demandés concernant vos convictions religieuses. Il est à noter que les leaders religieux et adeptes d'un certain nombre de religions (p. ex. l'islam, le catholicisme, le judaïsme, la religion grecque — orthodoxe, la religion mennonite, les Témoins de Jéhovah, la Science chrétienne) ont publié des déclarations publiques indiquant leur soutien au vaccin contre la COVID-19, dans l'intérêt particulier de la santé publique.</i></p> <p style="text-align: center;">DÉCLARATION SOUS SERMENT DE _____ (nom)</p> <p>Je soussigné(e), _____ (nom au complet), actuellement employé comme _____ (poste) au/à _____ (organisation),</p> <p>DÉCLARE SOUS SERMENT (OU AFFIRME SOLENNELLEMENT):</p> <p>1. Les exigences de la Politique sur la vaccination de _____ vont à l'encontre de mes croyances ou pratiques religieuses sincères qui m'interdisent de recevoir le vaccin contre la COVID-19;</p> <p>2. La nature de ces croyances ou pratiques religieuses sincères est la suivante (veuillez décrire les raisons pour lesquelles vos croyances religieuses vous interdisent de recevoir le vaccin contre la COVID-19):</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>
---	---



Signature: _____ Nom complet: _____
Date: _____ Lieu: _____

Signature du commissaire à l'assermentation

Les renseignements suivants doivent être fournis par un(e) commissaire à l'assermentation :

DÉCLARÉ OU SOLENNELLEMENT AFFIRMÉ devant moi à : _____
(municipalité)

à _____ (province, État ou pays) le _____ (date)

Signature : _____ Nom complet : _____

Information fausse ou trompeuse

En vertu de l'article 131 du [Code criminel](#), faire une fausse déclaration sous serment ou faire une fausse affirmation solennelle, par voie d'affidavit, de déclaration solennelle ou de déposition, ou oralement, en sachant que la déclaration est fausse, constitue une infraction. Falsifier un document, en sachant qu'il est faux constitue également une infraction à l'article 366 du *Code criminel*.

Conformément à l'*Arrêté d'urgence n° 3 imposant certaines restrictions aux bâtiments et certaines exigences de vaccination en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)* toute personne fournissant, à un transporteur, des renseignements qu'elle sait être faux ou trompeurs s'expose également à une sanction administrative pécuniaire ou à d'autres mesures d'exécution, y compris des poursuites judiciaires.



Renseignements personnels

Vos informations privées sont importantes. Les renseignements personnels que vous fournissez serviront à déterminer si la personne identifiée dans le présent formulaire peut bénéficier, pour raisons médicales, d'une exemption des exigences de l'ordonnance en vertu du paragraphe 10.1(1) de la Loi sur la marine marchande du Canada, 2001 l'Arrêté d'urgence n° 3 imposant certaines restrictions aux bâtiments et certaines exigences de vaccination en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Veuillez noter que le représentant autorisé est soumis à la législation applicable en matière de confidentialité en ce qui concerne le traitement de vos informations personnelles.

Les renseignements personnels contenus dans ce formulaire peuvent être fournis et utilisés par Transports Canada à des fins de vérification et d'application. Le ministre des Transports peut recueillir ces renseignements personnels conformément à la législation applicable, en vertu de la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada. Si des renseignements personnels sont fournis à Transports Canada, ils ne seront utilisés et divulgués par Transports Canada que conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels et ses règlements. Les renseignements personnels recueillis, ainsi que leur utilisation, divulgation et conservation sont décrits dans le fichier de renseignements personnels intitulé « Programme d'application de la sécurité maritime », TC PPU 021, publié sur la page Info Source de Transports Canada (<https://tc.canada.ca/fr/info-source>).

En vertu des dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels, les personnes ont le droit d'accéder à leurs renseignements personnels, de les corriger et de les protéger. Les instructions pour obtenir des renseignements personnels sont fournies dans Info Source, dont une copie est disponible dans les principales bibliothèques publiques et universitaires ou en ligne à l'adresse <http://www.infosource.gc.ca>. Les personnes qui souhaitent exercer leur droit de porter plainte en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels concernant le traitement de leurs renseignements personnels peuvent le faire en déposant une plainte auprès du Commissariat à la protection de la vie privée. Pour plus d'informations sur la façon dont le représentant autorisé traite vos informations personnelles, veuillez consulter leur politique de confidentialité applicable ou les contacter directement.





PARTIE 2 DE L'EXEMPTION

Avis important : L'employé(e) n'est tenu de présenter que la partie 2 de la présente exemption sur demande au représentant autorisé ou à Transports Canada. Dans le cas où Transports Canada exigerait des renseignements supplémentaires, un fonctionnaire du gouvernement communiquera directement avec l'employeur.*

Confirmation de l'exemption par l'employeur*

Numéro de dossier de l'employeur* : _____

Je confirme par la présente que _____ (nom complet de la personne exemptée), CDN / Autre**n° : _____, est exempté(e) des exigences en matière de vaccination obligatoire en vertu de l'Arrêté d'urgence no 3 imposant certaines restrictions aux bâtiments et certaines exigences de vaccination en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) de Transports Canada.

Signature : _____ Nom complet : _____

Titre : _____ Organisation : _____

Numéro de téléphone (jour) : _____

Date : _____ Lieu : _____

* La partie 2 doit être remplie par l'employeur ou une organisation chargés de valider la demande d'exemption conformément à la politique de vaccination obligatoire en vigueur à l'échelle de l'aéroport.

** Inscrire le Numéro de candidat (CDN) émis by Transports Canada. Si l'employé(e) n'a pas de CDN inscrire le numéro de la carte d'accès portuaire, de la carte d'accès aux espaces restreints ou un autre numéro d'identification unique pour l'employé(e).